REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**JUGEMENT
COMMERCIAL N° 25
du 01/02/2023**

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

**LA SOCIETE SUNU
ASSURANCES S.A
IARD-NIGER.**

C/

**BOLLORE
TRANSPORT ET
LOGISTICS S.A Niger.**

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 1^{er}/02/2023

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 1^{er} Février deux mille vingt-trois, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **ALMOU GONDAH Abdourahamane, Président**, en présence de **OUMAROU Garba** et **Nana Aichatou ABDOU ISSOUFOU**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives, membres ; avec l'assistance de Maître **NAFISSATOU Abdou Djika, Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

La société SUNU Assurances S.A IARD-NIGER: Société anonyme, au capital de 300.000.000 F CFA, RCCM-NI-NIM-2006-B498-NIO 162, sise à Niamey , immeuble SUNU, 216 Rue Kalley, BP :11.935 Niamey, représentée par son Directeur Général Monsieur David Sanon, assisté de Maître Boudal Effred Mouloul, avocat à la cour, TEL : 20 35 17 27, BP : 610 Niamey-Niger, Email : cabinet.boudal@gmail.com, au cabinet duquel domicile est élu ;

DEMANDEUR

D'UNE PART

ET

BOLLORE TRANSPORT ET LOGISTICS S.A Niger, RCCM-NI-NIA-2003-B-1044-NIF 1277/R au capital de 140.000.000 F CFA, Rue de la Libye, BP : 11622 Niamey-Niger, TEL : 227 20 73 22 01, représentée par son Directeur Général, dont assignation a été laissée à **DALILA DODO**, Ass Dir ; assisté de la **SPCA LBTI**, au cabinet duquel domicile est élu ;

DEFENDEUR

D'AUTRE PART

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Suivant assignation en date du trente-un Octobre 2022, le Société la SUNU Assurances IARD Niger a attiré l'Entreprise Bolloré Transport et Logistics S.A Niger devant le Tribunal de commerce de Niamey à l'effet de :

- Y venir Bolloré Transport et Logistics S.A Niger prise en la personne de son Directeur Général ;
- S'entendre déclarer recevable la demande de la SUNU Assurances IARD comme étant régulière en la forme ;
 - Dire et juger que Bolloré transport et logistics S.A Niger est responsable du dommage causé à la Manutention Africaine du Niger du fait de l'accident survenu le 19 Décembre 2020 sur la route nationale N°1 tronçon Dosso-Niamey;
 - La condamner par conséquent au paiement de la somme de TRENTE-SIX MILLIONS SEPT CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUINZE (36.722.415) FRANCS CFA à la SUNU Assurances, montant de l'indemnité versée à la Manutention Africaine du Niger ;
 - Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement ;
 - Mettre les dépens à la charge de Bolloré Transport et Logistics S.A Niger ;

Elle soutenait à l'appui de sa demande que le 19 Décembre 2020, sur la route nationale N°1 tronçon Dosso-Niamey, au point kilométrique 70 de Niamey, un accident de circulation s'était produit à l'issue duquel le camion immatriculé AZ 4278 RB/BP 8979 du Transitaire et Transporteur Terrestre BOLLORE TRANSPORT ET LOGISTICS, transportant des marchandises (120 Fûts huiles lubrifiantes) destinées à la société « MANUTENTION AFRICAINE NIGER », s'est renversé ;

Que ledit camion de transport devait acheminer jusqu'à Niamey 120 fûts d'huiles lubrifiantes de la Manutention Africaine, cargaison du conteneur 40'Dry n° CAIU 970142/5 débarqué du navire M/V CMA CGM LAPIS "M/V WIDE CHARLIE, arrivé au Port Autonome de Cotonou le 04 Décembre 2020 sous le Connaissance N°LHV2378616 émis le 04/11/2020 au Havre (France) ;

Qu'à la suite de l'accident, un rapport d'expertise avait été établi par la Compagnie des Experts Maritimes du Niger (CEM) suivant mandat de « Filhet Allard Maritime » en sa qualité de Courtier d'assurance cargaison et en présence du représentant de BOOLORE Niger et des autres parties;

Qu'il ressort dudit rapport « une perte totale des marchandises transportées » arrêtée à la somme de TRENTE-SIX MILLIONS SEPT CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUINZE (36.722.415) FRANCS CFA ;

Que la société MANUTENTION AFRICAINE NIGER a assurée ladite marchandise à la SUNU Assurances IARD suivant police d'assurance transport N°0002929 ce pour

quoi, elle a, conformément au contrat qui les lie, procédé à l'indemnisation de son assuré ;

Que dès lors, la SUNU Assurances s'était subrogée après le paiement de cette indemnité jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité dans les droits et actions de son assuré conformément à l'article 42 du code CIMA ;

Que malgré plusieurs relances afin de se faire rembourser les frais de l'indemnisation, suivant une sommation de payer, la requise, responsable du dommage causé, tarde encore à procéder audit remboursement ;

Qu'en l'espèce, l'acte subrogatoire du 29 Décembre 2021 et le chèque Ecobank N°5831870 prouvent à suffisance le paiement de la somme de 55 982.96 Euros soit TRENTE-SIX MILLIONS SEPT CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUINZE (36.722.415) FRANCS CFA à la Société Manutention Africaine Niger ;

Que la SUNU Assurances a exécuté sa garantie en versant une indemnité réparatrice du dommage à son assuré conformément au rapport d'expertise ;

Que la Manutention Africaine Niger, doit alors être subrogée dans ses droits et actions par son assureur contre Bolloré Transport et Logistics Niger, responsable dudit dommage en application des articles 1251 du code civil applicable au Niger et 42 du Code CIMA ;

Attendu que dans sa défense, l'entreprise BOLLORE TRANSPORT LOGISTICS SA Niger conclue à l'incompétence du Tribunal de commerce en vertu de la clause compromissoire incluse dans le contrat d'assurance entre l'expéditeur de la marchandise dénommé J.A DELMAS et son assureur situé en France ;

Qu'en effet, il ressort de ce contrat d'assurance qu'en cas de litige entre l'assuré J.A Delmas et son assureur, le litige sera résolu définitivement suivant le Règlement d'arbitrage de la chambre Arbitrale Maritime de Paris qui appliquera le droit français ;

Que dès lors, l'action du requérant est prescrite en application du droit français car le requérant a attendu plus d'un an sans agir en justice pour perte ou avaries ou retard ;

Que la requise soutient aussi qu'elle est sans qualité pour se défendre dans cette procédure car elle n'est pas le transporteur et demande au Tribunal de déclarer l'action du requérant irrecevable ;

Reconventionnellement, elle demande au Tribunal de condamner la requérante à lui verser la somme de 10.000.000 F CFA à titre des frais irrépétibles et dommages et intérêts en réparation du préjudice résultant de l'action abusive, malicieuse, vexatoire, téméraire et frustratoire ;

DISCUSSION

SUR LA COMETENCE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

Attendu que la requise pour déclarer incompétente la juridiction de céans, s'est basée sur le contrat d'assurance que la société J.A Delmas a souscrit pour l'acheminement de la marchandise de la France jusqu'au port de Cotonou (CIF Cotonou) alors même qu'aucun incident ne s'était produit pendant ce transport maritime;

Qu'il résulte de ce contrat d'assurance qu'en cas de litige entre l'assuré J.A Delmas et l'assureur, le litige sera résolu par résolu définitivement suivant le Règlement d'arbitrage de la chambre Arbitrale Maritime de Paris ;

Que sur la lettre de voiture, ayant une force probante et faisant foi conformément à l'article 5 de l'Acte Uniforme relatif aux contrats de transport de marchandises par route, se trouvent les conditions du contrat de transport et la prise en charge de la marchandise par le transporteur (Bolloré Bénin et Bolloré Niger) ;

Attendu que le litige en l'espèce n'oppose point la société J.A Delmas à la Manutention Africaine du Niger ou à son assureur mais plus précisément SUNU Assurances IARD et Bolloré transport et logistics Niger et ce, en raison du contrat d'assurance transport N°000292, souscrit par la Société MANUTENTION AFRICAINE auprès de SUNU ASSUANCE pour le transport des 120 fûts d'huiles de Cotonou jusqu'à Niamey, trajet au cours duquel s'est produit l'incident ayant entraîné la perte totale de la marchandise transportée ;

Que ce contrat est régi par le code de l'espace CIMA dont le Benin et le Niger sont membres et qu'il est clairement mentionné sur l'incoterm CIF Cotonou et non CIF Niamey ;

Attendu qu'après l'incident, la MANUTENTION AFRICAINE est tournée contre son assureur SUNU ASSURANCE qui l'a entièrement dédommagé à hauteur de TRENTE-SIX MILLIONS SEPT CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUINZE (36.722.415) FRANCS CFA, d'où ce litige ne concerne que la SUNU Assurances IARD contre le responsable de l'accident, en l'espèce Bolloré Transport et logistics Niger, transporteur terrestre et transitaire et ce, conformément à l'article 42 du code CIMA relatif à la subrogation ;

Que la SUNU Assurances IARD qui est subrogée dans les droits de son assuré (la MANUTENTION AFRICAINE) qui a souscrit à une police d'assurance distincte de celle souscrite par J.A DELAMS (pour couvrir le transport maritime) et ayant pour effet de couvrir le transport terrestre de Cotonou à Niamey au cours duquel l'incident est survenu, ne peut se voir opposer par le transporteur terrestre une clause compromissoire qui n'est pas prévue au contrat d'assurance transport terrestre qui la lie avec son assuré (MANUTENTION AFRICAINE) et qui résulte d'un contrat d'assurance transport maritime qui s'est bien déroulé sans incident et auquel, elle est tierce ;

Que dès lors, la juridiction de céans reste compétente et par conséquent, l'action est recevable ;

SUR LA RESPONSABILITE DE BOLLARE TANSFORT ET LOGISTICS

Attendu que l'article 3 de l'Acte uniforme relatif aux contrats de transport de marchandises par route dispose que « Le contrat de transport de marchandise existe dès que le donneur d'ordre et le transporteur sont d'accord pour le déplacement d'une marchandise moyennant un prix convenu. » ;

Que l'article 16 dudit acte consacrant la responsabilité du transporteur dispose que « 1) Le transporteur est tenu de livrer la marchandise à destination. Il est responsable de l'avarie, de la perte totale ou partielle qui se produit pendant la période de transport, ainsi que du retard à la livraison (...) » ;

4)Le transporteur est responsable, comme de ses propres actes ou omissions, des actes ou omissions de ses préposés ou mandataires agissant dans l'exercice de leurs fonctions et de ceux de toute autre personne aux services desquels il recourt pour l'exécution du contrat de transport, lorsque cette personne agit aux fins de l'exécution du contrat » ;

Attendu que le camion immatriculé AZ 4278 RB/BP 8979 du Transitaire et Transporteur Terrestre BOLLORE TRANSPORT ET LOGISTICS, transportant des marchandises (**120 Fûts huiles lubrifiantes** destinés à la société « **MANUTENTION AFRICAINE NIGER**), s'est renversé **avant sa destination qu'est Niamey** ;

Que le chauffeur du camion qui a transporté la marchandise était sous ordre de BOLLORE TANSPORT LOGISTICS Niger mandatée par Bolloré transport et Logistics Bénin recevant l'ordre de Bolloré transport et Logistics Belgique au moment de l'accident tel qu'il ressort de la lettre de voiture sus indiquée ;

Que dès lors, il echet de déclarer BOLLORE TANSPORT LOGISTICS Niger responsable du sinistre ayant occasionné la perte de la marchandise ;

SUR LA SUBROGATION

Attendu qu'il ressort du **rapport d'expertise** établi par la Compagnie des Experts Maritimes du Niger(CEM) suivant mandat de « **Filhet Allard Maritime** » en sa qualité de Courtier d'assurance cargaison « une perte totale des marchandises transportées » arrêtée à la somme de TRENTE-SIX MILLIONS SEPT CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUINZE (36.722.415) FRANCS CFA ;

Que la société MANUTENTION AFRICAINE NIGER est assurée à la SUNU Assurances IARD suivant police d'assurance transport N°0002929, ce pour quoi elle a, conformément au contrat qui les lie procédé à l'indemnisation de son assuré ;

Attendu que l'article 1251 du code civil applicable au Niger prévoit le mécanisme de la subrogation légale au profit de l'assureur qui a payé l'indemnité ;

Que l'article 42 du Code CIMA dispose également que : « L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé, jusqu'à concurrence de cette indemnité, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui ont causé le dommage ayant donné lieu à la garantie de l'assureur... » ;

Attendu que la SUNU Assurance a ainsi procédé à l'indemnisation de la Société Manutention Africaine Niger suivant le chèque Ecobank N°5831870 de 55 982.96 Euros soit TRENTE-SIX MILLIONS SEPT CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUINZE (36.722.415) FRANCS CFA ;

Qu'en effet, ledit contrat d'assurances liant la SUNU Assurances à la Manutention Africaine fait obligation à celle-ci de payer la garantie ;

Que la somme versée à la Manutention Africaine Niger correspond au montant déterminé dans le rapport d'expertise établi par la compagnie des experts maritimes du Niger ;

Que toutes les conditions sont en l'espèce réunies pour que la requérante réclame à la requise le remboursement de l'indemnité ainsi versée ;

Qu'il y a dès lors lieu de condamner Bolloré Transport et Logistics Niger responsable de l'accident, au paiement de la somme de TRENTE-SIX MILLIONS SEPT CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUINZE (36.722.415) FRANCS CFA correspondant au montant de l'indemnité versée par la SUNU Assurances à la Manutention Africaine du Niger ;

SUR L'EXECUTION PROVISOIRE

Aux termes de l'article 52 de la loi sur les tribunaux de commerce en République du Niger, l'exécution provisoire des jugements est de droit lorsque le taux du litige est inférieur à cent millions (100.000.000) FCFA ; En l'espèce, le taux de la demande est donc en dessous de la fourchette prévue par la loi ; Dès lors, l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la présente décision sollicitée par le requérant sera ordonnée ;

SUR LES DEPENS

Aux termes de l'article 391 du Code de Procédure Civile : « toute partie qui succombe est condamnée aux dépens sauf aux juges à laisser la totalité ou une des dépens à la charge d'une partie par décision motivée spéciale... » ;

Attendu qu'en l'espèce, le défendeur BOLLORE TRANSPORT ET LOGISTICS a perdu le gain du procès, qu'il y a lieu de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS,

Le Tribunal Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de toutes les parties, en matière commerciale et en dernier ressort ;

- Se déclare compétent ;**
- Déclare recevable la demande de la SUNU Assurances IARD comme étant régulière en la forme ;**
- Dit que Bolloré transport et logistics Niger est responsable du dommage causé à la Manutention Africaine du Niger du fait de l'accident survenu le 19 Décembre 2020 sur la route nationale N°1 tronçon Dosso-Niamey;**

- **Condamne par conséquent Bolloré transport et logistics Niger au paiement de la somme de TRENTE-SIX MILLIONS SEPT CENT VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUINZE (36.722.415) FRANCS CFA à la SUNU Assurances, montant de l'indemnité versée à la Manutention Africaine du Niger ;**
- **Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision sur minute et avant enregistrement ;**
- **Met les dépens à la charge de Bolloré Transport et Logistics Niger ;**

Avis de pourvoi : un (01) mois à compter du jour du prononcé de la présente décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, le 02/03/2023

Le GREFFIER EN CHEF